

C I L S S

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

SECRETARIAT EXECUTIF



Burkina Faso



Cap-Vert



Gambie



Guinée Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Tchad

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT **PERMANENT DIAGNOSIS PROJECT**

4ème REUNION DU COMITE TECHNIQUE
ET DE LA CONCERTATION REGIONALE
BANJUL : 3-8 MAI 1987

COMPTE RENDU DES 4ème REUNIONS
DU COMITE TECHNIQUE ET DE LA
CONCERTATION REGIONALE TENUES
DU 3 AU 8 MAI 1987 A BANJUL
GAMBIE

MAI 1987

D 20/87

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(C.I.L.S.S)

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

COMPTE -RENDU DE LA 4ème REUNION DU
COMITE TECHNIQUE TENU LES 4 ET
5 MAI 1987 A BANJUL (THE GAMBIA)

COMITE DE REDACTION :

Gilles HERVIO

Naman KEITA

Johny EGG

Issa Dabo NDIAYE

Assisté de Gérard WINTER

La quatrième réunion du Comité Technique (CT) du Projet Diagnostic Permanent s'est tenue les 4 et 5 Mai à Banjul en Gambie.

Ouvrant la séance, le Coordonnateur du PDP a d'abord souhaité la bienvenue aux participants avant de demander qu'une minute de silence soit observée à la mémoire du regretté Tiécouradié DIARRA, membre du Comité Technique décédé accidentellement au MALI.

Ensuite un bureau de séance a été constitué - dont la composition est la suivante :

Président : Baba Ould BOUMEISS Représentant le Directeur de la Statistique et de la Comptabilité Nationale de MAURITANIE

Vice-Président : Alieu S.M. NDOW Directeur "Central Statistics Dept." de GAMBIE.

Comité de rédaction :

Gilles HERVIO - OSCE

Naman KEITA - FAO

Johny EGG - Expert du Comité Technique

Issa D. NDIAYE - ECA/PDP/CILSS/

Ce bureau, une fois installé a soumis aux participants pour amendement éventuel l'ordre du jour (O.J.) proposé par l'Equipe de Coordination et d'Appui (ECA) qui avait jugé utile auparavant d'y ajouter un point relatif aux perspectives du projet. Cet ordre du jour qui a été approuvé comporte les points suivants :

1. Rapport d'activités phase III
2. Test du Système d'Alerte Précoce (SAP) mené à Kaya au BURKINA
3. Programme de la phase IV
4. Perspectives du Projet (incluant le rôle du C.T.)
5. Divers.

../...

I. RAPPORT D'ACTIVITES PHASE III.

Le Comité technique a apprécié la bonne qualité du rapport qui a été présenté. Toutefois, il a regretté l'absence de propositions pour surmonter les insuffisances relevées dans l'exécution des activités de la phase III. Il a arrêté d'examiner en détails ce premier point en procédant rubrique par rubrique.

1.1. Renforcement des structures institutionnelles et décloisonnement de l'information.

Le Comité technique a salué les fructueux efforts accomplis par l'ECA dans ce domaine. Cependant, son efficacité a été quelque peu limitée par la difficulté d'assurer un suivi rapproché du travail effectué dans les Etats. A cet égard, le C.T. a souhaité que soient envisagés dans le futur le renforcement de l'ECA et sa décentralisation. Celle-ci doit aller de pair avec le renforcement de la compétence de l'équipe. Des discussions engagées à ce sujet, il ressort que la qualité d'animateur ne va pas nécessairement de pair avec la compétence technique, et qu'en conséquence les animateurs devront pouvoir compter sur des compétences techniques faisant autorité au niveau central.

1.2. Constitution de la centrale d'information

Le C.T. a noté avec satisfaction le travail important accompli dans la mise en place de la banque de données par Etat et a félicité l'ECA pour le progrès significatif ainsi réalisé suite aux recommandations de Bamako. Les débats ont ensuite porté sur trois points :

- Procédure d'élaboration de la banque de données :

Le Comité Technique a souhaité que le transfert aux Etats et l'actualisation de cette banque de données soient effectifs au bout de la quatrième phase du PDP, l'ECA devant s'investir dans la conception d'une synthèse régionale.

.../...

- Contenu de la banque de données

Le Comité Technique a jugé utile que figurent systématiquement certaines données pertinentes complémentaires pour l'analyse (données climatiques, population, prix, commerce extérieur...) et que soient mis en évidence certains ratios permettant d'amorcer l'analyse. Des indications qualifiant de façon plus précise les sources devront être également apportées.

Les débats engagés sur la nécessité et/ou l'opportunité de redresser les données ont abouti au fait qu'il était préférable compte tenu des difficultés pressenties par rapport à l'intérêt de l'opération, de les publier à l'état brut en mettant en lumière si possible les divergences pouvant exister. Le Comité Technique a relevé que cette banque de données devrait être suivie d'un inventaire technique des enquêtes et par des analyses économiques (celles-ci pourraient permettre en outre de mettre en évidence des incohérences).

- Diffusion :

Le Comité technique a suggéré que les réflexions soient faites à ce sujet tout en attirant l'attention du CILSS sur la nécessité d'une coordination en matière de diffusion dans le domaine de l'information. En tout état de cause, les Etats devront assurer une diffusion des données disponibles.

1.3. Dispositifs de suivi de campagne et d'évaluation des récoltes

Le Comité technique a regretté que les rapports de synthèse présentés ne soient pas suffisamment détaillés sur le plan technique pour lui permettre de faire des recommandations précises quant aux lacunes constatées, même si certains rapports d'évaluation technique détaillée sur les dispositifs existants sont disponibles par ailleurs.

Le débat a porté ensuite sur le critère d'intervention du PDP sur le plan du financement des opérations dans les Etats-Membres. Certains se sont alors prononcés pour que le financement ne soit pas engagé si les conditions pouvant assurer la faisabilité de l'opération ne sont pas réunies. A ce sujet s'est posé un problème de fond relatif à l'équilibre entre les contraintes techniques/^{institutionnelles} qui a fait l'objet d'un long débat. A l'issue de ce débat, le Comité technique a rappelé qu'il était indispensable pour jouer pleinement son rôle qu'il puisse émettre des avis techniques indépendamment des considérations institutionnelles.

De ce point de vue, la réunion est arrivée à un consensus quant au rôle et au mode de fonctionnement du Comité technique (voir perspectives).

1.4. Marchés céréaliers

Le Comité technique a confirmé le grand intérêt de l'opération qui a été menée au BURKINA FASO dans ce domaine et souhaité que les documents y relatifs soient largement diffusés. Ensuite ont été présentées les conclusions de la réunion informelle sur la connaissance des marchés céréaliers tenue à Banjul les 1er et 2 Mai 1987. Compte tenu de l'intérêt de ces travaux, le Comité technique a recommandé que le compte rendu de cette réunion soit diffusé à l'ensemble des participants.

Deux points importants méritent encore néanmoins réflexion : l'évaluation des stocks paysans et la consommation alimentaire. Le Comité technique a recommandé de poursuivre cette action de suivi des marchés et si possible de l'étendre à d'autres pays.

1.5. Elevage

L'importance du secteur pour les pays Sahéliens a été une nouvelle fois vigoureusement rappelée. Certains membres du C.T. n'ont pas manqué de souligner le peu d'efforts qui a été fait dans ce domaine, dans le cadre du PDP. Par contre, d'autres ont estimé qu'en fonction de la complexité du secteur et du manque de cadre de référence adéquat, certaines enquêtes réalisées dans la phase III et prévues dans la phase IV

.../...

(suivi des marchés à bétail) restaient encore prématurés. Il a été soutenu par ailleurs qu'il était nécessaire d'intervenir dans ce domaine, ne serait-ce que pour mieux appréhender les difficultés et pour renforcer les services nationaux chargés de ce secteur. Le Comité technique a jugé que les réflexions sur la problématique et les objectifs prioritaires dans ce secteur restent insuffisantes et qu'il y a lieu de mettre l'accent là-dessus au préalable. Il a également recommandé de poursuivre en rapport avec d'autres partenaires intéressés, les réflexions sur les approches méthodologiques correspondantes.

1.6. Formation d'agents de terrain

Le Comité technique a reconnu qu'il n'avait pas accordé jusqu'à présent suffisamment d'importance à ce problème. Il a pris acte des efforts accomplis dans le cadre d'actions de formation de très courte durée et a souhaité que des supports pédagogiques soient élaborés et qu'un accent soit mis sur la formation des formateurs.

II. BILAN DU TEST DE SAP MENE A KAYA

Le Comité technique a jugé remarquable que ce test ait pu être mené jusqu'à son terme et qu'il ait fait l'objet d'un bilan technique détaillé, complet et nuancé. Il a souligné que c'est le genre d'opérations et démarches à encourager dans le cadre du PDP.

Les débats qui ont suivi ont démontré que cette opération a permis d'avancer par rapport à un certain nombre de problèmes qui se posent du point de vue méthodologique y compris d'ailleurs pour ce qui concerne les autres types d'enquête et en particulier celles portant sur les prévisions de récolte et l'estimation des productions.

Il a été souhaité que l'expérimentation soit prolongée et qu'en tout état de cause, une évaluation approfondie en soit faite.

.../...

Le Comité Technique a recommandé à cet effet qu'une réunion appropriée soit convoquée très prochainement et que ses résultats soient largement diffusés.

III. PROGRAMME D'ACTIVITES PHASE IV.

Le Comité Technique a pris acte des engagements déjà pris avec les Etats-Membres. A cet égard, s'est posé le problème du rôle du C.T. dans l'élaboration des programmes d'activités du PDP. Il a été suggéré de replacer les réunions du C.T. plus tôt afin de tirer profit de ses suggestions et recommandations.

Le Comité technique a vivement souhaité que cette phase IV soit mise à profit non seulement pour consolider les acquis des phases antérieures mais aussi pour valoriser les résultats déjà obtenus.

Le Comité Technique a recommandé que dans la mesure des moyens du PDP, certaines autres actions soient intégrées dans ce programme dont notamment :

- La diffusion des produits de la banque de données
- La réflexion méthodologique sur les stocks paysans et la consommation alimentaire.
- La réunion technique du test SAP de kaya au BURKINA
- La clarification de la problématique de référence sur l'Elevage et les réflexions méthodologiques y afférentes.
- La définition d'une politique de diffusion.

.../...

IV. PERSPECTIVES DU PROJET

Le Comité technique a entendu une communication orale sur le rapport "Propositions d'actions pour la mise en place d'un Réseau de Diagnostic Permanent pour la Sécurité Alimentaire Régionale" (élaboré à Ouagadougou en Décembre 1986) et qui correspond pour l'essentiel à la position générale du CILSS sur ce problème. Il a souhaité que le document en question soit mis à sa disposition et n'a formulé à ce stade aucune objection de fond sous réserve de lecture du document. Cependant, il a demandé un certain nombre d'éclaircissements. Il a souligné la nécessité de hiérarchiser les objectifs des programmes par pays. Il a approuvé le renforcement et la décentralisation de l'ECA et a fait observer l'importance qu'il y avait à accorder aux membres de l'ECA décentralisés des moyens et un budget d'intervention rapide.

Les discussions sur ce dernier point ont abouti aux conclusions qu'il faut prévoir dans le projet éventuel à venir :

- * Un budget pour les programmes des pays, définis à partir d'objectifs hiérarchisés et dans la mesure du possible en concertation avec d'autres bailleurs de fonds.
- * Un budget pour des opérations d'intérêt régional.
- * Un budget pour l'animation dévolue à l'ECA au sein des Etats-Membres.
- * Un budget d'intervention rapide des membres de l'ECA décentralisés.

ROLE ET FONCTIONNEMENT DU COMITE TECHNIQUE (C.T.)

Dans la perspective de l'action future, le C.T. a précisé le rôle qu'il souhaite jouer :

Le C.T. sera l'instance qui fournit un avis consultatif et motivé à l'ensemble du projet. Cet avis est porté sur les orientations, les priorités et la faisabilité des opérations, à partir de dossiers

.../...

suffisamment explicites (méthodologie, budget, conditions de mise en oeuvre) présentés par les Composantes du projet.

Cet avis doit pouvoir être fourni suffisamment tôt pour être diffusé et pris en compte dans la définition des programmes. Cela implique d'avancer la date de réunion de ce comité par rapport à la réunion de Concertation Régionale.

Le C.T. souhaite par ailleurs que dans le cas où ses avis ne pourront être suivis, l'ECA en explicite les raisons dans son rapport d'activités de la phase suivante.

Enfin, les recommandations du C.T. devraient être incluses dans le rapport d'activités du projet.

En dernier lieu, le C.T. a souligné la nécessité de ne pas être trop nombreux pour pouvoir travailler de manière efficace.

V. DIVERS

Le Comité technique n'a eu à traiter aucun élément à ce point de l'ordre du jour.

En fin de réunion, la parole a été donnée au Coordonnateur du PDP qui, au nom du Secrétaire Exécutif et de l'ECA a remercié vivement les membres du C.T. pour le soutien constant qu'ils ont apporté à l'ECA tout au long du déroulement de ce projet.

LISTE DE PRESENCE

NOMS ET PRENOMS	FONCTION	ADRESSE
MBAYE KEBE	Statisticien-Informaticien	BEEP/SOMIVAC - BP 175 Ziguinchor - SENEGAL
BA Ibrahima Demba NDOW Alieu S.M.	Coordonnateur PDP/CILSS Director	BP 7 049 - OUAGADOUGOU Central Statistics Dept. Banjul - GAMBIA
PROTAR Pierre	Délégué CEE	Délégation CEE - 10 Cameron Street - Banjul
HERVIO Gilles	Expert OSCE	OSCE - Bât. Jean Monet - BP 1 907 - LUXEMBOURG
FROWEIN Stefan	OSCE	BP 1 907 - LUXEMBOURG
PRADELLE Jean Marc	Secrétariat Club du sahel	OCDE, 2 Rue André-pascal 75 775 Paris cedex 16
BAILHACHE Robert	Economiste Conseil du Club du Sahel	OCDE, 2 Rue André Pascal 75 775 Paris Cedex 16 ou 84 Rue d'Allery - 75015 Paris
SEYE Cherif Elvalide	CILSS	BP 7 049 - Ouagadougou
Abel NKOUNGOUROU Ebongue	Statisticien	Division de la Stat. FAO - ROME
MINVIELLE Jean-Paul	Economiste	ORSTOM - BP 375 - LOME -TOGO
WINTER Gérard	Directeur Adjoint IIAP	IIAP - 2, Avenue de l'observa- toire - Paris 06
EGG Johny	Chercheur INRA	GEI/INRA 3 191 - Route de MENDE 34 060 Montpellier - FRANCE
Daniel MARTINET	Economiste DIAPER	BP 7 049 - OUAGADOUGOU
KEITA Naman	Expert FAO	Projet TCP/CV1/4504 - BP 66 FAO - PRAIA - CAP VERT
DIALLO Mohamed	Directeur Adjoint DNSI MALI	DNSI - BP 12 - BAMAKO
NDIAYE Issa dabo	PDP/CILSS	BP 7 049 - OUAGADOUGOU
Kolado BOCOUM	PDP/CILSS	BP 7 049 - OUAGADOUGOU
COULIBALY Dramane	PRE CRESAL - CILSS	BP 7 049 - OUAGADOUGOU
BOS Wytze Baba Ould BOUMEISS	Coordinateur Projet - Pre- CRESAL Chef du service de la Synthèse des comptes Nationaux	BP 7 049 - OUAGADOUGOU Direction de la Statistique et de la Comptabilité Natio- nale - BP 240 NOUAKCHOTT

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(C.I.L.S.S.)

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

4 EME REUNION DU COMITE TECHNIQUE
4 EME REUNION DE CONCERTATION REGIONALE
DU 3 AU 8 MAI 1987

LISTE DES DOCUMENTS

- D3/87 Présentation des dispositifs d'enquête existant dans les Etats-Membres pour la collecte des statistiques Agricoles courantes.
- D4/87 Suivi de la mise en oeuvre des dispositifs d'enquêtes agricoles pendant la campagne 1986/1987 dans les Etats-membres et améliorations proposées pour la campagne prochaine.
- D5/87 Suivi -évaluation du programme phase III de l'Elevage
- D6/87 à D14/87 Annexes du précédent - Respectivement : BURKINA, CAP VERT, GAMBIE, GUINEE BISSAU, MALI, MAURITANIE, NIGER, SENEGAL, TCHAD.
- D15/87 Test d'un système d'Alerte Précoce dans l'ORD de KAYA/ BURKINA : Bilan méthodologique.
- D16/87 Rapport d'activités phase III
- D17/87 Programme phase IV.
- D18/87 Situation du système d'information sur le marché céréalier céréalier au BURKINA.
- D19/87 Présentation de la "banque de données de base sur l'Agriculture vivrière et l'Elevage".
-

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL
(C.I.L.S.S.)

PROJET DIAGNOSTIC PERMANENT

COMPTE RENDU DE LA 4^{ème} REUNION DE
CONCERTATION REGIONALE TENUE LES
6, 7, 8 MAI 1987 A BANJUL EN GAMBIE

BANJUL LE 8/5/1987

La 4ème Réunion de Concertation Régionale du PDP s'est tenue à Banjul les 6,7, et 8 Mai 1987.

Avant le discours d'ouverture prononcé par le Ministre de l'Agriculture de la Gambie l'honorable Saïhou SABALY, le Représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS en la personne de Monsieur BA IBRAHIMA DEMBA Coordonnateur du PDP a dans son intervention fait observer aux participants dont la liste est en annexe une minute de silence en la mémoire de Monsieur Tiécouradié DIARRA fonctionnaire de l'Institut d'Economie Rurale du Mali, membre du Comité Technique, décédé au cours d'un accident de circulation.

La Réunion a immédiatement commencé après les cérémonies d'ouverture par l'élection du bureau de séance et la discussion du projet d'ordre du jour pour le déroulement des travaux, le bureau suivant a été mis en place :

Président	:	Burkina Faso
Vice-Président	:	Gambie
Rapporteur	:	Sénégal

L'ordre du jour précédemment proposé par l'ECA et adopté est le suivant :

1. le rapport d'activité de la phase III
2. le test d'alerte précoce de KAYA
3. le programme de la phase IV
4. Divers.

1. LE RAPPORT D'ACTIVITE DE LA PHASE III

Les participants ont discuté point par point le rapport d'activité de la phase III présenté par l'ECA. Sur chacun de ces points, ils ont été informés au préalable de l'avis du Comité Technique.

.../...

1.1 RENFORCEMENT DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES ET DECLOISONNEMENT DE L'INFORMATION

Les représentants des états membres ont mis en évidence les résultats positifs des actions menées par le projet dans ce domaine. Ils ont été unanimes à reconnaître que c'est à ce niveau que le PDP a acquis le plus de réalisations, entre autres, la sensibilisation remarquable des décideurs et des collecteurs, l'harmonisation des méthodes et une grande dynamisation de la Composante Nationale etc...

Cependant il a été noté que les efforts de décloisonnement au niveau régional ont été insuffisants et des recommandations ont été faites pour améliorer la circulation de l'information entre Composantes Nationales.

1.2 CONSTITUTION DE LA CENTRALE D'INFORMATIONS;

Les Composantes Nationales se sont félicitées de la première édition des banques de données, bien que ces dernières comportent des lacunes et des insuffisances. Elles ont réaffirmé le souhait d'éviter le double emploi avec les publications des services nationaux notamment la Direction Nationale des Statistiques, la CEAO et la CEBV. Il a été convenu de transférer ces banques de données aux pays pour leur amélioration future.

1.3 MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS FIABLES DE SUIVI DE CAMPAGNE ET D'EVALUATION DES RECOLTES

Les états ont souligné le rôle important joué par le PDP dans la mise en oeuvre des dispositifs durant la campagne écoulée. A ce niveau, un long débat s'est instauré sur l'avis du Comité Technique, quant au critère d'intervention du PDP dans le financement des opérations.

.../...

Contrairement au Comité Technique, les représentants pensent qu'il est indispensable que le projet participe au financement du suivi des campagnes en raison de l'importance politique que revêt cette opération. En définitive, le consensus national qui a été dégagé est qu'il faut raisonner en termes de création d'une dynamique à entretenir.

Il a été déploré par la quasi-totalité des participants du retard enregistré dans la mise à disposition des fonds sur l'enquête.

1.4 CONTRIBUTION A UNE PLUS GRANDE COMPREHENSION DU SYSTEME ALIMENTAIRE PAR LA MISE EN OEUVRE D'ENQUETES LEGERES

1.4.1 Marchés céréaliers

Les participants ont pris note des conclusions de la réunion sur les marchés céréaliers tenue à Banjul du 1 au 2 Mai 1987. Ils ont ensuite fait la situation au niveau de leurs pays respectifs de l'exécution de la collecte des données sur les marchés céréaliers. Le cas du Burkina Faso a été considéré comme un processus exemplaire à mettre en place dans les autres pays.

1.4.2 Elevage

La réunion a critiqué le peu d'efforts réalisés par le PDP en matière de collecte des données sur l'élevage, et a insisté sur la nécessité d'accorder une plus grande importance à ce secteur. Tout en acceptant le principe d'une réflexion sur la problématique de l'élevage, les participants estiment, contrairement au Comité Technique, que les enquêtes sur les marchés à bétail sont d'un grand intérêt pour les pays et devraient par conséquent se poursuivre.

.../...

1.5 Formation

L'importance de la formation dans la mise en oeuvre des dispositifs a été mentionnée par l'ensemble des participants. Il a été reconnu que le PDP a fait des progrès notables dans la formation des agents de terrain, mais beaucoup reste à faire dans le domaine de la formation des formateurs. A ce titre, il a été proposé de rechercher, au niveau de l'OSCE, le CESD, la CEA, et des institutions des statistiques en Afrique, les possibilités de formation existant à leur niveau. La FAO a fait part de sa parfaite disponibilité pour une collaboration dans ce sens. L'idée de développer les échanges d'expérience de formation entre les pays a reçu l'approbation des représentants des états et devra faire l'objet d'études ultérieures.

2) Le Test en vraie grandeur du Système d'Alerte

Précoce à KAYA

Après que l'ECA ait fait l'économie de ce test et la lecture des remarques du Comité Technique, les participants ont pris note des éléments méthodologiques. Toutefois; ce test étant à sa phase expérimentale, il a été souhaité une évaluation plus poussée pour mieux apprécier les résultats obtenus. Par ailleurs, les participants ont recommandé la tenue très prochaine d'une réunion technique sur le système alerte précoce.

3) Programme de la Phase IV et perspectives pour "l'après projet"

La réunion a fait sienne le programme de la phase IV soumis par l'ECA et a adopté les actions complémentaires recommandées par le Comité Technique.

S'agissant des perspectives, les participants ont approuvé le principe de la continuation du projet dans le cadre de la mise en place d'un réseau régional de Diagnostic Permanent. En outre ils ont particulièrement insisté sur la décentralisation et le renforcement de l'ECA, la multiplication des tests de type KAYA, la nécessité de réaliser les enquêtes de grande envergure tel que le recensement agricole, la participation du CIPEA au Comité Technique.

4. DIVERS

Il a été retenu de tenir à ce niveau les rencontres bilatérales ECA - Composante Nationale pour finaliser le programme et le budget de la 4ème Phase. Au nom du Secrétaire Exécutif le Coordonateur du projet s'est adressé aux participants pour les féliciter du succès des présentes assises et des progrès remarquables accomplis par ce projet grâce particulièrement aux efforts des Composantes Nationales.

Le Représentant du Ministre de l'Agriculture de la Gambie a alors procédé à la clôture des travaux de la 4ème Concertation Régionale, le Vendredi 8 Mai à 10h, après que la motion de remerciement des participants aie été lue par le rapporteur de la réunion.

MOTION DE REMERCIEMENT

La 4ème Réunion de Concertation Régionale réunis les 6, 7, et 8 Mai 1987 à Banjul remercient sincèrement le peuple et le Gouvernement Gambiens pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé aux délégations participant à la réunion. Ils remercient notamment le personnel de l'Hôtel Atlantic qui a su créer autour de la réunion un cadre et une ambiance favorable aux échanges et à la réflexion. Elle remercie aussi les cadres du PPMU qui se sont dépensés sans compter pour que rien ne manque ni aux délégués ni aux organisations de l'ECA.

Elle remercie enfin la Délégation de la CEE en Gambie pour l'intérêt tout a fait particulier qu'elle a manifesté dans le suivi des travaux des présentes assises et pour l'appui qu'elle apporte d'une façon continue au projet.

DISCOURS PRONONCE PAR LE COORDONATEUR DU PROJET DIAGNOS-
TIC A LA SEANCE D'OUVERTURE

Honorable Ministre de l'Agriculture

Honorables Ministres

Monsieur le Représentant de la Commission des
Communautés Européennes

Messieurs les Délégués de l'Office des Statis-
tiques des Communautés Européennes

Excellences,

Messieurs les Membres du Corps et des Missions
Diplomatiques

Mesdames, Messieurs les Délégués des Etats-Membres
du CILSS

Honorables Invités

Mesdames, Messieurs

Permettez-moi tout d'abord au nom du Secrétaire
Exécutif du CILSS Monsieur BRAH MAHAMANE, empêché, d'adres-
ser mes sincères remerciements au peuple et au Gouvernement
Gambiens pour toutes les facilités accordées pour garantir le
succès de ces quatrièmes réunions statutaires du Projet Dia-
gnostic Permanent.

.../...

Mes remerciements s'adressent particulièrement à vous, Honorable Ministre, pour avoir, malgré votre calendrier chargé, accepté l'invitation qui vous a été faite d'ouvrir cette réunion.

Mesdames et Messieurs, ces quatrième réunion de Concertation Régionale et du Comité Technique se tiennent quelques jours seulement après la disparition brutale de Monsieur Tiécouradié DIARRA, membre du Comité Technique du Projet - Fonctionnaire Malien, à l'Institut d'Economie Rurale de Bamako, Monsieur Tiécouradié DIARRA avait participé activement à toutes les Réunions du Comité Technique et avait donné le meilleur de lui même pour contribuer avec ses autres collègues, au succès du Projet.

Pour rendre hommage à sa mémoire, je vous demanderai, d'observer une minute de silence.

Mesdames, Messieurs, je crois pouvoir me passer d'une nouvelle présentation du projet qui nous réunit aujourd'hui. Je voudrais seulement rappeler que ce projet, financé par la Commission des Communautés Européennes et qui a démarré en Octobre 1984 fait partie d'un ensemble d'outils dont dispose le CILSS pour permettre de contribuer à l'objectif d'autosuffisance alimentaire. Il est destiné en particulier à oeuvrer à l'amélioration de l'information statistique des secteurs de l'agriculture et de l'élevage dans nos Etats-Membres.

Au cours de ses deux premières phases (Octobre 1984-Janvier 1986) le projet a surtout procédé à un inventaire statistique et à une évaluation des systèmes d'informations existant, puis a effectué un suivi du fonctionnement de quelques dispositifs d'enquêtes agricoles dans les Etats-Membres.

.../...

A présent, je voudrais sans avoir la prétention de dresser un bilan exhaustif; attirer votre attention sur les importantes actions menées avec succès au cours de la troisième phase. Les réalisations se sont articulées autour de quatre grands axes:

Le premier axe est celui du renforcement des structures institutionnelles du projet et du décloisonnement de l'information. Grâce aux missions de sensibilisation et d'animation du noyau central et de l'ECA, et aux différentes réunions sous-régionales et internationales, le manque de dynamisme de certaines composantes nationales qui jadis entravait la bonne exécution des actions du projet est aujourd'hui comblé. Les composantes Nationales dans leur immense majorité sont opérationnelles.

Le deuxième axe est la constitution d'une centrale d'information. A ce titre, conformément aux recommandations du Comité Technique approuvées par la 3ème Réunion de Concertation Régionale, le projet a limité ses ambitions et s'est rapidement atelé à la première édition de la banque de données de base sur l'agriculture vivrière et l'élevage.

Le troisième axe est celui de la mise en place de dispositifs fiables de suivi de campagne et d'évaluation des récoltes. Dans ce cas le projet a procédé à l'évaluation des dispositifs de la MAURITANIE et du NIGER. Il a mis en place de nouveaux dispositifs au CAP VERT, en GAMBIE, au SENEGAL et au TCHAD. Il a assuré un financement total ou partiel du fonctionnement de tous les dispositifs des Etats-Membres durant la campagne. 1986-1987.

.../...

Le projet a par ailleurs initié et testé au BURKINA un système d'Alerte Précoce. Les résultats de ce test vont permettre d'améliorer les systèmes actuellement mis en oeuvre dans le Sahel. Dans ce même cadre il a été procédé à un test de suivi pastoral au MALI pour la constitution d'un dispositif d'Alerte.

Le quatrième et dernier axe est la contribution à une plus grande compréhension du système alimentaire par la mise en oeuvre d'enquêtes légères. Les actions réalisées portent d'une part sur les marchés céréaliers, et d'autre part sur les marchés à bétail. S'agissant des marchés céréaliers, des collectes de données sont entreprises en GAMBIE, au NIGER et au SENEGAL, et vont bientôt démarrer en MAURITANIE; mais c'est surtout le cas du BURKINA qui constitue pour le projet un processus exemplaire. Ici grâce à une concertation coordonnée de toutes les parties, il a été créé un cadre dans lequel tous les efforts d'investigation présents et futurs doivent se fondre pour permettre l'élaboration d'un diagnostic du marché céréalier.

Quant aux enquêtes sur les marchés à bétail, elles ont intéressé pour le moment le MALI, le Niger, le SENEGAL et le TCHAD. Ces enquêtes qui initialement ne portaient que sur certains paramètres de la commercialisation sont en train de jeter les bases d'une collecte plus systématique.

Il convient cependant de souligner que ces résultats présentent parfois certaines insuffisances liées aux difficultés et obstacles rencontrés lors de l'exécution des actions. Parmi ces difficultés on peut citer:

- la faiblesse des moyens financiers du projet devant l'ampleur des tâches.

.../...

- les limites et lacunes propres à l'Equipe de Coordination et d'Appui
- la difficulté d'assurer un suivi et une coordination au niveau régional
- l'instabilité au niveau des pays des responsables des services nationaux, notamment des Chefs de Service chef de file.

Monsieur le Ministre
Honorables Invités

Le projet a beaucoup avancé dans la voie O!
Combien difficile "d'amélioration des instruments de Diagnostic Permanent des secteurs céréales et élevage".
Il a obtenu des acquis incontestables malgré les insuffisances et les difficultés. Il se trouve maintenant à la croisée des chemins. Il apparait alors impérieux que les discussions qui vont s'ouvrir au cours de cette Réunion de Concertation Régionale puisse permettre de choisir le chemin de la consolidation de ces précieux acquis.

Je souhaite en tout cas de tout coeur que les débats soient fructueux et que leur niveau soit celui des responsabilités que nous avons vis à vis de nos neuf Etats.

Je vous Remercie.

CLOT
DISCOURS/PRONONCE PAR LE REPRESENTANT DU MINISTRE GAMBIEN
DE L'AGRICULTURE

Monsieur le Représentant du Secrétaire
Exécutif du CILSS

Messieurs les Délégués des Etats-Membres du CILSS

Chers Invités

Le Peuple et le Gouvernement de la Gambie par ma
voix se félicitent une fois de plus de la tenue en terre
Gambienne de Banjul de la 4ème Réunion de Concertation
Régionale du Projet Diagnostic Permanent.

En adoptant le rapport final et la motion de
remerciement vous venez de consacrer la fin des travaux des
présentes assises. Et comme je le disais lors de mon dis-
cours d'ouverture, ce projet revait pour nous Sahéliens
une importance capitale, en témoignent le niveau de partici-
pation des différentes délégations et la qualité des débats
tout au long de la réunion. Le bilan positif de vos tra-
vaux témoigne du souci constant de nos Gouvernements de
mettre en place des systèmes d'information fiables en vue
de permettre des prises de décisions justes et opportunes.
Je suis convaincu que les résultats auxquels vous êtes
parvenus permettront au projet qui entre dans sa dernière
phase de consolider les actions importantes qu'il a menées
dans tous nos états. Il s'agira à cet effet:

- de finaliser dans tous les états la mise en
place de la centrale d'information en veillant
particulièrement à une publication et à une

.../...

large diffusion des résultats obtenus tant au niveau régional qu'a celui de chaque pays.

- de veiller à la correction des imperfections constatées dans la mise en oeuvre des dispositifs permettant d'améliorer la qualité des informations.
- de poursuivre l'effort déjà appréciable du renforcement des structures institutionnelles et au décloisement de l'information par la réalisation d'une plus grande concertation entre les décideurs, collecteurs et utilisateurs d'information.

Messieurs les Délégués cet effort de consolidation incombe à nous tous. C'est pourquoi j'invite les services nationaux à redoubler d'effort pour réaliser les recommandations issues de la présente réunion.

Pour ma part je peux vous affirmer que le Gouvernement de la Gambie qui a engagé plusieurs actions en faveur de l'amélioration de l'information ne ménagera aucun effort pour réaliser ce programme de la quatrième phase.

Je voudrais enfin au nom du peuple et du Gouvernement de la Gambie saluer la disponibilité manifestée par les différents délégués et invités dans la participation actives à ces travaux.

.../...

Au nom des Pays Membres du CILSS je remercie le FED et à travers lui la Commission des Communautés Européennes pour son aide financière et technique appréciable.

En vous souhaitant bon retour dans vos pays respectifs, je déclare close la 4ème Réunion de Concertation Régionale du Projet Diagnostic Permanent.

Je vous Remercie.

1

LISTE DE PRESENCE

<u>NOM</u>	<u>PRENOM</u>	<u>FONCTION</u>	<u>ADRESSE</u>
ELHADJ HADJER	MAHMOUD	Directeur Adjoint Elévation	Direction Elévation B.P. 750 TCHAD
MOUGABE	LOTARD	Chef du Service des Statistiques Agricoles	B.P. 441 TCHAD
NIANG	IBRAHIMA		Direction Elévation B.P. 67- DAKAR SENEGAL
MANI	YAHAYA	Chef de Service Etudes et Statis- tiques	B.P. 12168 NIAMEY
Mme OUSSEINI	MAIRAMA	Chef de Service Etudes et Statistiques Agrico- les	DEP/SA B.P.12091 NIAMEY
CHEIKH	OULDDIH	Chef Service Statisti- ques Agricoles/MDR	B.P. 180 NKH MAURITANIE
RAFFAELLO	MARSILI	Senior Economist	FAO/ROME
BOS	WYTZE	Coord. Projet PRE-CRESAL	C I L S S
GAI	BABOUCAR	Principal Planner	PPMU
JALLOW	YAYA	Agricultural Statisticien	PPMU
GASPARD	BADOLO	Chef Service Statistiques Agricole	B.P. 7010 Ouagadougou
BA	IBRAHIMA DEMBA	Coordonateur PDP/CILSS	B.P. 7049 Ouagadougou
DIOP	ABDOULAYE	Chef Projet Diagnostic Permanent	DA/MDR 14, rue Lamine Gueye DAKAR

.../...

BOCOUM	KOLADO	CILSS/PDP	B.P. 7049 OUAGADOUGOU
OUEDRAOGO	ELOI	INSD	B.P. 374 OUAGADOUGOU
KEITA	NAMAN	Conceiller en Sta- tistiques Agricoles F A O	B.P. 66 PRAIA CAP VERT
PASCOAL	BATIGA	Director de Zona II Elevage	Guinée-Bissau B.P. 71
AUGUSTO NALETE	MARIA	Director de Station de Recherche Agricole	Guinée-Bissau B.P. 71/DEPA CABOXANANE
SIDIBE	SEYDOU	Chef Division Produc- tion Animale Direction Elevage	B.P. 265 BAMAKO MALI
DIABATE	BOUBACAR	Chargé d'étude I.E.R. D.P.E.	B.P. 258 BAMAKO
EGG	JOHNY	Chercheur INRA Membre du Comité Technique du PDP	Montpellier FRANCE
WINTER	GERARD	Directeur-Adjoint IIAP, Membre du Comité Technique	2 Av. de l'obser- vatoire, PARIS 6
ABEL NKOUNGOUROU-EBONGUE		Statisticien	FAO-Division de la Statistique ROME
SEYE	CHERIF ELVALIDE	Chef Service Information	CILSS B.P. 7049 OUAGADOUGOU

.../...

MAMOUDOU	SAMBA ANNE	Chef du Bureau Technique Statis- tiques Agricoles	MDR, B.P.180
NDIAYE	ISSA DABO	PDP/C I L S S	B.P. 7049 OUAGADOUGOU BURKINA FASO
MARTINET	DANIEL	PDP/C I L S S	B.P. 7049 OUAGADOUGOU BURKINA FASO
FROWEIN	STEFAN	O S C E	B.P. 1907 LUXEMBOURG
PROTAR	PIERRE	Delegate EEC	BANJUL
BART	KUITER	E E C	P.O. Box512 BANJUL
HERVIO	GILLES	O S C E	B.P. 1907 LUXEMBOURG
BAILHACHE	ROBERT	Consultant Club du Sahel	OSCE - 2Rue A. Pascal PARIS 16ème
JARJU	KEBBA	Interprète	P.O. Box 333 BANJUL, THE GAMBIA
JALLOW	CHERNO	Interprète	Ministry of External Affairs BANJUL